

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; la refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

supplément suisse no 12

1 sept. - 15 oct. - Prix 1.- Fr.

A PROPOS DU REFERENDUM SUR LE JURA :
SUR LA QUESTION NATIONALE :

PRINCIPES BOURGEOIS CONTRE INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Le 23-24 septembre prochain, le peuple suisse est invité à se prononcer sur la création d'un 23^{ème} canton, celui du Jura. La question jurassienne, qui plonge ses racines dans l'histoire de la formation des nations européennes au siècle dernier, a été exploitée ces dernières années par toute une série de groupes politiques régionaux et nationaux comme s'il s'agissait d'une lutte de libération nationale. Peuple jurassien, nation jurassienne, autonomie politique et économique, tels ont été les concepts de base de toute une propagande chauvine, elle-même reflet dans le domaine de l'idéologie de l'esprit borné et localiste propre à la Suisse. Produit d'accords entre grandes puissances aux temps de la formation des grandes nations européennes, la SUISSE n'a jamais été une nation en tant que telle. Le grand souffle centralisateur de la bourgeoisie révolutionnaire n'a jamais balayé la douce Helvétie. Etat tampon, n'ayant jamais connu de centralisation réelle, l'Etat helvétique a gardé et cultivé de l'époque féodale le goût pour le localisme et l'esprit de clocher.

Nous avons dans le no 177 (15-28 juillet 74) du "prolétaire" déjà publié un article sur cette question. Aujourd'hui nous nous proposons seulement de redéfinir succinctement quelques principes élémentaires du communisme concernant la question nationale et régionale sans nous apesantir sur la question jurassienne. Dans le prochain "supplément pour la suisse au prolétaire" nous nous proposons de passer en revue les positions des divers groupes de défenseurs de l'autonomie jurassienne en insistant surtout sur les positions des groupes qui prétendent se rattacher encore à la doctrine de Marx, qu'ils soient trotskistes ou maoïstes.

Le 23-24 septembre prochain, le peuple suisse est invité à se prononcer sur la création d'un 23^{ème} canton, celui du Jura. La question jurassienne qui plonge ses racines dans l'histoire de la formation des nations européennes au siècle dernier a été exploitée ces dernières années par toute une série de groupes politiques régionaux et nationaux comme s'il s'agissait d'une lutte de libération nationale. Peuple jurassien, nation jurassienne, autonomie politique et économique tels ont été les concepts de base de toute une propagande chauvine, elle-même reflet dans le domaine de l'idéologie de l'esprit borné et localiste propre à la Suisse. Produit d'accords entre grandes puissances aux temps de la formation des grandes nations européennes, la Suisse n'a jamais été une nation en tant que telle. Le grand souffle centralisateur de la bourgeoisie révolutionnaire n'a jamais balayé la douce Helvétie. Etat tampon, n'ayant jamais connu de centralisation réelle, l'Etat helvétique a gardé et cultivé de l'époque féodale le goût pour le localisme et l'esprit de clocher.

Nous avons dans le no 177 (15-28 juillet 74) du prolétaire déjà publié un article sur cette question. Aujourd'hui nous nous proposons seulement de définir succinctement quelques principes élémentaires du communisme concernant la question nationale et régionale sans nous apesantir sur la question jurassienne. Dans le prochain "supplément au prolétaire" nous nous proposons de passer en revue les positions des divers groupes de défenseurs de l'autonomie jurassienne en insistant surtout sur les positions des groupes qui prétendent se rattacher encore à la doctrine de Marx, qu'ils soient trotskistes ou maoïstes.

Il est de bon ton, dans ce monde en putréfaction aphixié de marchandises, d'être un "défenseur inconditionnel" des minorités opprimées, qu'elles soient nationales, ethniques ou sociales. Avec l'entrée du mode de production capitaliste dans une phase de crise économique mondiale, les idéologues cherchent désespérément des solutions minimales pour éviter l'inévitable : l'affrontement de classe entre bourgeoisie et prolé-

(suite en page 2.)

dans ce numéro :

- . Politique conventionnelle p.7
- . Manif. du 26 août p.8
- . O.C.D.R. : Misère du Maoïsme p.9
- . L'unique voie de l'émancipation du prolétariat p.14

L'O.C.I. ou l'éternelle hypocrisie du centrisme

Dans le numéro 11 du "supplément au prolétaire" nous avons succinctement retracé les origines historiques de l'O.C.I.

Aujourd'hui, nous publions un article paru en octobre 72 dans les numéros 135-136 du "prolétaire". Cet article de polémique politique passait au crible de la critique le "Rapport politique de l'O.C.I." pour la "Conférence des militants pour le gouvernement ouvrier" (5-6 février 72) supplément au numéro 545 d'"Informations ouvrières" en le complétant par quelques citations du "manifeste de l'O.C.I. de 67" et de la "Vérité".

Une critique petite-bourgeoise du capitalisme

Dans la vision matérialiste, l'histoire tout entière est l'histoire de la lutte des classes. Une lutte qui n'est pas le produit de la volonté, de quelconques meneurs révolutionnaires, mais le produit nécessaire des contradictions inhérentes à un mode de production donné. C'est le capitalisme lui-même qui, en se développant, engendre constamment ses propres fossoyeurs, les prolétaires, et qui produit inéluctablement les conditions de sa propre mort, dont les crises et les guerres périodiques sont les signes infaillibles. Dans la phase impérialiste du capitalisme, ces contradictions sont portées à leur

(suite en page 3.)

PRINCIPES BOURGEOIS CONTRE
INTERNATIONALISME PROLETARIEN
(suite de la page 1.)

riat dans les pays de haut développement capitaliste. C'est ainsi que dans les milieux petits-bourgeois intellectuels, les théorisations hâtives sur un "autre développement" deviennent toujours plus précises. Devant la fantastique concentration des forces productives, les idéologues petits-bourgeois opposent un développement plus décentralisé. A la concentration toujours plus forte du pouvoir dans les mains de l'Etat, ils opposent le remède miracle de la démocratie la plus large et celui d'un "développement autonome" des régions dont le complément politique trouve ses racines dans les théorisations sur la "culture régionale".

C'est une banalité quotidienne que de constater la crise de l'idéologie bourgeoise, elle-même sous-produit de la crise du capitalisme mondial. Ne pouvant plus s'appuyer sur une théorie qui valorise la croissance pour la croissance, la bourgeoisie se contente par l'intermédiaire de l'Etat de gérer ses sordides intérêts de classe avec un pragmatisme calculateur. Il n'est qu'à écouter les discours des membres de la classe politique pour s'en convaincre. Finit les grandes envolées lyriques et les apologues du libéralisme, solution à la misère de l'immense majorité. La classe politique assomme le prolétariat avec des chiffres, des statistiques pour terminer ses discours sur un appel à faire des sacrifices.

Les théories à long terme, les visions générales sont laissées à cette couche particulière qui vit des miettes tombées du festin bourgeois de l'exploitation capitaliste : les intellectuels. Sous ce terme il faut entendre aussi bien les artistes, les philosophes que les pseudos-scientifiques tels que les sociologues, psychologues, politologues et autres... logues. Payés par la classe dominante pour produire un discours qui donne une cohérence et une justification à l'exploitation du travail salarié, les idéologues de tout poil rivalisent d'imagination. Cependant ces discours ont une base commune : une position moralisante qui, rejetant au nom d'un humanisme réactionnaire les atrocités commises par l'impérialisme, avance des solutions qui TOUTES ont été aujourd'hui dépassées par le capitalisme à son stade impérialiste, non pas à cause d'une quelconque déformation de ces principes (liberté-égalité-fraternité) par une "classe dirigeante égoïste", mais parce que tel devait être son développement compte tenu de sa dialectique interne. L'impérialisme n'est pas une rupture ou un changement de nature du capitalisme, il en est le pur aboutissement.

Décentralisation, démocratie, autonomie, autodéveloppement, auto-

mie culturelle, tous ces concepts sont bourgeois et donc irrémédiablement réactionnaires.

Dans les pays à haut développement capitaliste, l'éclosion et la floraison de mouvements socio-politiques revendiquant l'autonomie régionale est le produit de plusieurs facteurs.

Tout d'abord, dans les régions périphériques, absorbées durant la période de formation des grands Etats modernes par les bourgeoisies nationales les plus dynamiques pour la formation d'un marché national vaste et cohérent - base la plus propice au développement d'un capitalisme vigoureux - le FAIT REGIONAL - comme subsistance des sociétés précapitalistes - s'est plus ou moins atténué suivant le degré de pénétration du mode capitaliste de production.

La survivance de modes de production anciens, (petite exploitation agricole familiale, petit artisanat prospère - comme l'horlogerie dans le Jura -) a favorisé le culte du localisme et de la spécificité régionale. Le peu de mobilité des populations a souvent fermé ces régions aux grands bouleversements produit par l'expansion du Capital, notamment la formation d'un prolétariat puissamment concentré à provenance non seulement nationale mais internationale. Le grand brassage des nationalités, découlant des besoins de l'expansion capitaliste est précisément l'une des conditions objectives majeures au dépassement du localisme et de l'esprit de clocher.

Avec l'entrée en crise du capitalisme mondial, et la crise de l'idéologie qui en découle, le FAIT REGIONAL est souvent réapparu comme une réponse spontanée de certaines couches devant les conséquences de la crise et la restructuration du Capital, dans les diverses nations de vieux capitalisme. La crise qui tuait économiquement des régions entières provoquait un mécontentement social aussi bien dans le prolétariat de l'industrie locale que dans la petite paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine. Ces mouvements objectifs, produits de la crise, trouvaient d'une certaine manière dans l'idéologie de l'autonomie régionale et dans les idéologies plus sophistiquées sur "un autre développement", l'assise théorique qui leur manquaient.

C'est en ce sens que l'on peut dire que la floraison des mouvements autonomistes est à la fois le produit d'un fait régional datant de l'époque féodale et produit de la crise économique mondiale génératrice de mécontentement social.

Le développement inégal sur le terrain économique est une loi du développement de l'espace capitaliste. Le Capital n'ayant aucun code moral à part celui de produire le maximum de plus-value par l'exploitation du travail salarié, il se développe en des lieux les plus propices à son expansion au détriment des lieux moins favorables.

Dans les modes de production anciens basés essentiellement sur l'exploitation de la terre nourricière, les hommes vivaient en petites communautés plus ou moins autarciques, échangeant leurs surplus avec d'autres communautés produisant autre chose en autre lieu. En ces temps là, la population humaine était répartie de manière plus ou moins homogène sur la croute terrestre car chaque communauté tirait l'essentiel de ses richesses de la terre.

Aujourd'hui, le mode de production capitaliste n'est pas basé sur des communautés autarciques. Il est essentiellement divisé en deux classes modernes, bourgeoisie et prolétariat, qui se concentrent là où existent les conditions pour la production de plus-value, les unités de production n'échangeant pas de manière sporadique leurs surplus mais au contraire vivant du MARCHÉ. Et si le marché pouvait avoir, à l'apparition de ce mode de production une dimension régionale voir nationale, aujourd'hui il est mondial. Produire pour un tel marché nécessite d'énorme concentration de travailleurs salariés. Les métropoles "honteuses" sont le pur produit du développement capitaliste, elles n'en sont nullement une maladie!!

Parallèlement à cette concentration, à ce développement inégal des régions, le capitalisme transformait les campagnes. La communauté villageoise s'est peu à peu transformée en exploitation capitaliste produisant pour le marché là où les conditions le permettaient, transformant le petit paysan en salarié d'une entreprise dans laquelle l'organisation du travail était basée sur le "travail associé". Dans d'autres régions où les conditions ne permettaient pas l'apparition de telles entreprises, la petite propriété, le fermage ou le métayage subsistaient laissant intact des conditions d'exploitation très arriérées notamment celle du mode familial. C'est en particulier le cas dans les régions de montagnes qui ne sont propices ni à la culture extensives ni à l'élevage à grande échelle.

C'est tout naturellement qu'un "sous développement régional" est apparu au cours du développement capitaliste. Et c'est tout naturellement que les "exclus de la croissance" (comme le disent si bien les bavards idéologues bourgeois) des régions marginalisées s'émeuvent et revendiquent. Et c'est tout naturel que sur une telle base matérielle - c'est à dire sur la nécessité pour la petite-bourgeoisie rurale et urbaine des régions arriérées de se prolétarianiser - se développe des revendications concernant l'autonomie tant économique, que politique et culturelle, réactions inévitables devant la perspective de se dissoudre dans l'anonymat du prolétariat international en immigrant des campagnes vers les bassins industriels importants.

Aujourd'hui, avec la crise économique, la possibilité d'émigrer en vil-

le s'avère difficile. Alors, comme le choix est, soit de crever sur sa terre dans son pays, soit de devenir chômeur en ville, apparaît la nécessité d'un "développement autonome des régions" afin d'y garantir la survie des populations qui y sont installées. Malheureusement pour les théoriciens du "développement autonome", le Capital se fiche éperdument de ces considérations. Il a d'autres critères!

Et c'est ainsi que naissent les divers mouvements politiques autonomistes, produits du développement inégal de l'espace capitaliste, de la crise économique mondiale, en s'accrochant à des mythes révolus comme la remise en cause de "l'impérialisme culturel de l'Etat central".

Nous communistes, nous condamnons aux poubelles de l'histoire les revendications autonomistes dans les nations où le capitalisme est le mode de production dominant, non pas seulement parce que nous sommes INTERNATIONALISTES PAR PRINCIPE et pour l'unité du prolétariat par delà les barrières de nationalité, mais parce que nous voyons dans ces mouvements de fantasmatiques freins à l'union des prolétaires.

Comme nous le disions dans un récent "prolétaire" à propos de l'éruption du fait régional dans l'Espagne de Carlos et de Carillo, les antagonismes de nationalités "sont la forme dévoyée d'antagonismes de classe autrement plus profonds". C'est la tâche des communistes justement de dépasser le stade des revendications purement nationales et d'y reconnaître, lorsque cela est évident, un antagonisme de classe à l'état de chrysalide, en luttant contre toutes

les théorisations autonomistes des intellectuels en perdition, contre tous les mouvements politiques qui propagent l'idée d'autonomie comme solution à la misère.

Pour les communistes, la question nationale n'est pas une question de principe. Notre seul et unique principe en la matière, c'est l'INTERNATIONALISME PROLETARIEN. La question nationale est une question de tactique et nécessite donc des applications différentes suivant les aires géo-historiques considérées.

Dans la tradition de Marx-Engels, nous considérons la question nationale comme subordonnée à toute question concernant le RENFORCEMENT DU MOUVEMENT PROLETARIEN. Voilà notre seul critère.

Dans le cas d'une lutte anticoloniale, le devoir des communistes est d'appeler les prolétaires métropolitains à lutter contre leur propre Etat afin d'exiger qu'il se retire du pays opprimé. Mais parallèlement, ils appelleront et lutteront pour l'union la plus forte entre prolétaires des métropoles et prolétaires des nations opprimées. Enfin ils lutteront pour l'autonomie politique organisationnelle et militaire des prolétaires de la nation opprimée face à l'inévitable "front de libération nationale" dirigé par la bourgeoisie nationale.

Dans cette position, qui concerne des aires où la question nationale a un caractère objectivement progressiste, - ce qui n'est en tout pas le cas pour les régions de la vieille Europe! - aucune place à la morale et aux principes bourgeois. L'UNITE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT, voilà notre seul principe.

l'analyse marxiste. Le marxisme *salue* les contradictions *inhérentes* au système capitaliste, parce qu'il voit en elles le signe de la future révolution ; l'O.C.I. elle, s'en plaint comme d'une annonce de barbarie. Les prolétaires n'ont aucun « droit », aucune « conquête » à défendre, aucune réforme à apporter au système de l'esclavage salarial : ils ont tout un monde à gagner par la destruction révolutionnaire du capitalisme. Les lamentations sur les droits bafoués sont bien plutôt typiques de la petite-bourgeoisie, qui se voit effectivement tous les jours menacée de faillite par le développement même du capitalisme, et qui voit se déprécier les diplômes et donc fondre à vue d'œil ses privilèges de couche ayant accès aux « études ». Ce que la petite-bourgeoisie craint dans le capitalisme, ce n'est que le spectre de sa propre prolétarisation : c'est d'être rejetée dans la masse des *sans-réserves*, des *sans-droits*, des *sans-culture*, de ceux pour qui le véritable scandale, le scandale permanent, c'est d'avoir à vendre leur peau pour engraisser le capital.

La brochure de l'O.C.I. ne souffle pas mot du salariat. Car si la petite-bourgeoisie peut arriver à dénoncer l'exploitation comme une « injustice », elle ne s'attaque pas en fait aux rapports de production. C'est bien le rêve typiquement petit-bourgeois d'un capitalisme honnête et d'un « gouvernement à bon marché » qui inspire les vertueuses indignations de l'O.C.I. devant la « multiplication infinie des scandales [qui] caractérise un régime politique défenseur du profit ». Il n'y a rien là de prolétarien, rien non plus de nouveau et le capitalisme s'accommode fort bien de ces critiques. Sous la... monarchie de Juillet, les mêmes phrases, les mêmes revendications étaient dans la bouche des partis de la bourgeoisie industrielle qui, assistée de la cohorte des petits-bourgeois eux aussi indignés, réclamait sa place au soleil, flétrissant la domination de l'aristocratie financière aux cris de « à bas la corruption ! » et « à bas les grands voleurs ! ».

Que reproche donc l'O.C.I. au capitalisme, puis-je reproches il y a ? D'aller vers la décadence et vers le *désordre* : « Le résultat final du mode de production capitaliste, c'est le *chaos*, le *désordre politique, économique et financier*,

L' O. C. I. ou l'éternelle hypocrisie du centrisme

(suite de la page 1.)

point maximum, confirmant plus que jamais les paroles du *Manifeste*, qui prédisent que le capitalisme mourra d'avoir « trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industries, trop de commerce », par l'exacerbation de ses propres contradictions, sous les coups violents du prolétariat révolutionnaire.

Voyons comment l'O.C.I. caractérise le stade suprême du capitalisme : « Le capitalisme qui se sur-

vit paralyse et mine les conquêtes économiques et sociales arrachées par le prolétariat, menace l'avenir de la culture et de la civilisation humaine. C'est le droit au travail, c'est le droit à la santé, c'est le droit à un salaire et à une retraite décentes, c'est le droit aux études, qui sont contestés à des millions et des millions d'hommes, de femmes, aux jeunes générations ». [Ici comme dans toute la suite, c'est nous qui soulignons].

Il n'y a rien dans ces jérémiades qui rappelle, même de loin,

qui ne peuvent être surmontés que par la révolution prolétarienne (...). Si on ne supprime pas le capitalisme, la décomposition et la dislocation de tout le système capitaliste se poursuivant, la culture et la civilisation sont menacées d'écroulement ». Et plus loin : « Ce n'est pas là uniquement un devoir, c'est une nécessité, car il est plus qu'urgent d'en finir avec l'exploitation capitaliste qui entraîne la civilisation à l'abîme ».

Comme on voit, les aigles de l'O.C.I. s'élèvent bien au dessus des problèmes matériels de la condition prolétarienne, au dessus des... classes elles-mêmes, pour embrasser les intérêts généraux de toute l'humanité, mieux encore, pour sauver son patrimoine le plus pur et le plus éthéré : la culture. Qu'ils nous excusent, mais le prolétariat ne connaît pas ces valeurs bourgeoises. Il ne se place pas du point de vue de la Raison et de l'Ordre, mais du point de vue de la lutte des classes ! Quant à ceux qui parlent au nom de l'humanité entière, le marxisme les soupçonne de vouloir sauver en fait des intérêts bien plus restreints : ceux de leur propre conservation dans le cadre du système existant.

Le programme de la petite-bourgeoisie est un programme réactionnaire : la défense absurde, passéiste, de la petite production et du petit commerce. Écoutons la s'exprimer par la bouche de l'O.C.I., bien reconnaissable sous le déguisement « marxiste » :

« A ce sujet, précisons : lorsque nous disons : il faut engager la lutte contre la propriété privée des moyens de production, il ne s'agit évidemment pas de toucher au droit de propriété du petit artisan, du petit commerçant ou du petit paysan. Le marxisme a depuis longtemps fait litière de ces calomnies intéressées du capitalisme et de ses agents, en établissant que les petites entreprises ne jouent qu'un rôle infime dans l'ensemble de l'économie ».

Le marxisme, messieurs les falsificateurs, a au contraire « établi » non seulement qu'il est incomplet et donc faux de ne considérer que les pays impérialistes en laissant de côté tout le reste du monde où la petite entreprise est loin de ne jouer « qu'un rôle infime », mais aussi que même lorsqu'elle joue économiquement un rôle secondaire, la petite production est tou-

jours, de toute façon, économiquement et socialement, la serre-chaude qui engendre inépuisablement le capitalisme. Tout en reconnaissant que la petite-bourgeoisie est effectivement écrasée par le grand capital, le marxisme ne peut que la placer devant le programme du prolétariat : abolition du capitalisme et donc émancipation de toutes les classes et couches qu'il opprime, mais par la constitution d'unité de production toujours plus grandes et non par le retour utopique à la production parcelaire, qui sera au contraire sévèrement contrôlée, avant d'être progressivement éliminée par son insertion dans le circuit socialiste de production. C'est pourquoi la dictature du prolétariat, qui ne saurait opprimer la petite-bourgeoisie, devra cependant réprimer toutes ses velléités autonomistes.

C'est la *décadence* même de cette couche petite-bourgeoisie condamnée par le développement du capitalisme, que l'O.C.I. projette dans une imaginaire « décadence » du capitalisme dans sa phase impérialiste, en s'appuyant sur l'absurde théorie trotskyste (contraire à la juste vision marxiste, et d'ailleurs démentie par les statistiques les plus élémentaires) des « forces productives [qui] ont cessé de croître », tout en affirmant dans le même chapitre sans crainte de se contredire que « le capitalisme n'a pas changé de nature ». C'est le rêve petit-bourgeois d'un capitalisme non monopoliste, c'est le pacifisme petit-bourgeois qui transparaissent dans les récriminations de l'O.C.I. contre l'« économie d'armement », qui rappellent celles de Kautsky démolies par Lénine : car elles supposent — encore une fois — que certains des maux inhérents à l'impérialisme sont *éliminables*, et qu'il puisse y avoir un capitalisme pacifique, non assoiffé de marchés, non contraint de faire la guerre pour les conquérir, non obligé d'éliminer sans cesse ses secteurs les plus improductifs et de réprimer les révoltes ouvrières, pour rester concurrentiel.

Pour les marxistes, l'impérialisme n'est pas une politique, mais l'aboutissement *nécessaire* du mode de production capitaliste. C'est pourquoi toutes ses caractéristiques — concentration de la production, domination des monopoles, fusion du capital financier et industriel, réaction sur toute la ligne, militarisme, luttes et guerres

pour le partage du monde, colonialisme et renforcement de l'oppression nationale, corruption d'une aristocratie ouvrière qui trouve son expression politique dans l'opportunisme — sont des phénomènes irréversibles dans le cadre du système capitaliste, qui ne peuvent nullement être éliminés dans ce cadre par un changement de politique.

L'O. C. I. semble l'admettre : « Mais il faut parler clair. Les monopoles, le capital financier sont le résultat final de tout le développement du capitalisme, l'aboutissement nécessaire du système économique basé sur la propriété privée des moyens de production. On ne saurait dissocier les monopoles du capitalisme, on ne saurait combattre la politique des monopoles sans combattre le système de la propriété privée des moyens de production dont ils sont issus, sans combattre le capitalisme et l'Etat bourgeois ».

Orthodoxie presque parfaite, à part... l'assimilation du capitalisme à la « propriété privée de moyens de production », qui implique la réduction du socialisme à un capitalisme... nationalisé (comme nous le verrons plus loin). Mais quelle déduction l'O.C.I. tire-t-elle de cette série d'affirmations anti-réformistes ? La nécessité de réformes : nationalisation des banques, contrôle de la spéculation. Alors ? Contradiction ? Les dialecticiens de l'O.C.I. ne sont pas embarrassés pour autant : « Non, il ne suffit pas de parler de réformes. Il faut indiquer clairement (!) ce pour quoi on appelle les travailleurs à combattre. Le capitalisme a fait son temps ». Après quoi le prolétaire, de plus en plus « éclairé », est invité à lutter pour la... nationalisation des trusts et des transports, pour la défense de la laïcité, pour le gouvernement ouvrier. Alors ? et le socialisme ? Patience : « Il ne suffit pas de parler de réformes »...

Un programme de transition du capitalisme au capitalisme

Cette valse-hésitation entre réforme et révolution n'a, en fait, rien de surprenant. La critique petite-bourgeoise du capitalisme s'accompagne tout naturellement d'une conception petite-bourgeois-

du communisme. Celui-ci n'est pas, pour l'O.C.I., l'instauration d'un mode de production radicalement différent, impliquant l'abolition du marché, de l'échange, du salariat. Il devient la simple *nationalisation* du capitalisme lui-même. Au bout de la lutte que l'O.C.I. assigne au prolétariat pour sauver la « civilisation humaine », il y a bien toujours le même horizon : le capitalisme, mais un capitalisme étatisé, rationalisé, délesté de ses abus les plus criants. Bref, l'URSS plus — évidemment — la démocratie.

Rien d'étonnant donc, puisqu'il ne s'agit jamais que de « passer » du capitalisme... au capitalisme, s'il n'y a pas besoin de la violence prolétarienne : toute la population, à part quelques spéculateurs et monopoleurs impénitents peut se retrouver d'accord sur ce programme de réformes et la voie pacifique, réformiste, parlementaire suffit pour y parvenir. Mais ce que pourrait dire sans gêne le plus stalinien des partisans de la « démocratie avancée », les « marxistes » de l'O.C.I. sont obligés de le dire par mille détours, s'évertuant à démontrer que la révolution, c'est la réforme, et que la réforme, c'est la révolution : centrisme oblige !

On trouve d'abord des coups de chapeau au marxisme (quoique déjà déformé par une interprétation douteuse) : « La tâche du prolétariat est la conquête immédiate [passons !] des pouvoirs publics. Cette conquête du pouvoir consiste dans la *destruction* de l'appareil d'Etat bourgeois, instrument de domination de la classe dominante, et dans l'*institution d'un nouvel Etat*, fondé sur la démocratie ouvrière des conseils [laissons passer pour l'instant ce douteux substitut de la formule classique et tellement plus nette, dictature du prolétariat, soigneusement évitée dans toute la brochure]. L'expérience de la lutte de classe internationale du prolétariat et l'enseignement de Marx, Engels, Lénine, Trotsky, vérifient tout à la fois que le *socialisme ne saurait être instauré que par la révolution* et que, si le pouvoir du capital n'est pas renversé, il est impossible de supprimer l'exploitation et l'oppression ». Et plus loin : « Nous [...] estimons, ce que la lutte des classes confirme dans tous les pays, qu'il n'existe aucune étape intermédiaire (parlementaire) entre le capitalisme et le socialisme ».

Fort bien ! Le marxisme affirme, en effet, que l'Etat n'est rien d'autre que l'organisation de la violence armée par laquelle une

classe maintient son pouvoir. L'Etat capitaliste n'est pas un instrument neutre. Son appareil (militaire, policier, administratif) ne pourra donc être *utilisé*, mais devra être impitoyablement détruit par le prolétariat qui lui substituera sa propre dictature, dirigée par le parti communiste, de façon à s'opposer à toutes les tentatives de restauration contre-révolutionnaire des vaincus, et à prendre toutes les mesures économiques et sociales nécessaires pour casser les rapports de production capitalistes et aller vers l'abolition des classes. Cette prise du pouvoir s'identifie avec *l'insurrection armée* du prolétariat et la guerre civile qui embrasera le monde entier, parce que la violence bourgeoise ne peut être abattue que par la violence (et plus que jamais à l'époque impérialiste) et parce que le capitalisme est mondial et ne peut être vaincu que sur la scène mondiale.

Voyons donc si l'O.C.I. met le même contenu dans ses formules « marxistes ». Il y a d'abord un premier glissement dans la définition de l'Etat. D'« instrument de domination de la classe dominante », l'Etat bourgeois devient, quelques pages plus loin, une entité abstraite « contrôlée » ou « dominée » par les monopoles. Conséquence logique : on ne parle plus cette fois de l'abattre, mais de substituer au « contrôle de l'Etat [...] par les capitalistes » le « contrôle ouvrier », (en « oubliant » de rappeler que, selon Lénine celui-ci n'avait de sens qu'*après* la prise du pouvoir) ou encore de « soustraire l'Etat à la domination des monopoles ». Ce qui ne signifie rien d'autre que ceci : la classe ouvrière peut utiliser l'Etat bourgeois, le modifier.

C'est pourquoi l'O.C.I., comme tout parti réformiste, entretient la confusion entre *Etat* et *gouvernement*, et axe toute sa propagande sur la revendication du « gouvernement ouvrier » (c'est-à-dire d'un gouvernement composé de staliens archi-réformistes et de socialistes archi-décépits), renchérisant ainsi sur la trahison des centristes allemands qui, dans le premier après-guerre, appuyaient le gouvernement social-démocrate assassin du prolétariat révolutionnaire. C'est aussi pourquoi l'O.C.I.

réclame la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. : pour être « dégénéré », l'Etat russe n'en reste pas moins « ouvrier », précisément parce qu'il a pu être *confisqué* par une mystérieuse bureaucratie qui le gère à son profit, tout en lui conservant plus ou moins ses fonctions d'avant la contre-révolution !

Un gouvernement ouvrier, futur ou présent, dégénéré ou non, c'est bien une « étape intermédiaire », autre que la dictature du prolétariat, sur la « voie du socialisme » ? L'O.C.I. n'est pas à une contradiction près. A peine a-t-elle fait mine de refuser la voie parlementaire, qu'elle se hâte de la récupérer aussitôt :

« Nous pensons : si même la représentation ouvrière venait à conquérir la majorité aux élections — *et nous le souhaitons* — la bourgeoisie permettrait-elle son expropriation par les voies parlementaires ? *Il est permis d'en douter. Mais si* même on estime que cette perspective de majorité parlementaire peut se réaliser et *afin qu'elle se réalise*, faut-il attendre pour arracher les revendications ? Faut-il accepter de différer la lutte jusqu'en 1973 ? [...]. Dans tous domaines, *également dans le domaine électoral*, il faut une volonté ferme, un programme cohérent et pour cela, lutter sur le mot d'ordre : Candidat ouvrier contre candidat bourgeois. C'est ainsi que l'immense majorité des travailleurs se rassemblent sur tous les terrains, y compris électoral, *fera céder l'infime minorité* des exploités capitalistes et sa majorité parlementaire truquée (!), à qui les partis ouvriers adresseront l'ultimatum : « Vous représentants faillis du système capitaliste failli [...] *vous n'avez aucun droit* à diriger le pays. Retirez-vous ! C'est ainsi que *par les méthodes de la lutte des classes* (!) la classe ouvrière peut et doit utiliser les élections, afin d'imposer en tout état de cause un gouvernement responsable devant les organisations et les masses travailleuses, non devant les députés de la bourgeoisie ».

On voit donc ce que c'est que le fameux « parlementarisme révolutionnaire » des trotskystes ! Aucun rapport avec celui de l'I.C. en 1920 qui parlait, elle, d'utiliser les parlements pour y mener un travail d'agitation anti-bourgeois, donc *anti-parlementaire*, en vue du renversement de l'Etat bour-

geois. Il ne s'agit ici que d'utiliser les parlements comme des instruments pour la conquête du pouvoir dans le cadre même de l'Etat bourgeois, dans le plus pur style du crétinisme parlementaire social-démocrate.

On voit aussi ce que l'O.C.I. appelle « méthodes de la lutte des classes ». Pas formaliste, elle n'en « repousse aucune » : « Lutte dans les syndicats, grèves revendicatives ou grèves politiques, grèves limitées ou grève générale, manifestations ou meetings, participation ou refus de participation aux élections, diffusion des journaux ». Pas téméraire, elle oublie simplement de mentionner dans cette énumération ce qui est l'aspect le plus important, l'aboutissement véritable de la lutte politique au sens marxiste, sans lequel la lutte économique n'est plus une école de guerre, mais une agitation immédiate et stérile : l'insurrection armée et la guerre civile par lesquelles une classe renverse le pouvoir de la classe dominante et instaure le sien propre. c'est-à-dire qu'elle « repousse » la seule « méthode de lutte » que le capitalisme ne puisse pas tolérer, et pour cause, parce que c'est la seule méthode de lutte proprement révolutionnaire.

Pourtant, au cas où quelques petits bourgeois particulièrement timorés hésiteraient encore à « voter révolutionnaire », nos « extrémistes » se chargent une fois encore de les rassurer en leur prouvant que la révolution... ce n'est pas la violence et que l'affaire est sans risques : « Si les organisations ouvrières décident aujourd'hui de prendre le pouvoir, de s'unir pour le gouvernement ouvrier [...] elles sont assurées du soutien de la classe ouvrière et de l'immense majorité des couches exploitées des villes et des campagnes. L'écrasante majorité du peuple laborieux les appuyant, la victoire du gouvernement des organisations ouvrières unies sur la bourgeoisie est assurée [...]. Nous luttons pour cette solution, car c'est la solution la meilleure, celle qui permettrait d'assurer un développement organique de la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie et l'Etat bourgeois, pour le socialisme, aux moindres frais, avec le minimum de heurts et de violence. Les capitalistes ne sont qu'une infime minorité [deux cents familles, selon le P.C.F.], le peuple travailleur aspirant au so-

cialisme représente l'écrasante majorité ».

Tout ceci est bien « clair », en effet : clair qu'ils sont des traîtres. Et c'est cohérent. L'affirmation (trotskyste aussi bien que stalinienne) que le capitalisme est dans sa phase descendante ne peut que se traduire dans le pacifisme et le réformisme (voir : *Le renversement de la praxis*, dans *Programme Communiste* n° 56). Le pacifisme, puisque dans cette vi-

sion le capitalisme « failli » ne peut que « céder » la place, sans affrontements violents, sans insurrection armée des prolétaires, au front uni du « peuple » entier, c'est-à-dire de tous les petits-bourgeois. le réformisme, parce que le socialisme s'insinue peu à peu au sein même du capitalisme, sans destruction de l'Etat, par une transition graduelle, et qu'on l'appelle « gouvernement ouvrier » plutôt que « démocratie avancée » ne change rien à l'affaire.

POLITIQUE CONVENTIONNELLE : LUTTONS CONTRE LE COURANT !

En luttant pour défendre les intérêts mesquins de l'aristocratie ouvrière, en refusant de prendre en charge les intérêts immédiats de l'ensemble des prolétaires, les syndicats aujourd'hui ne peuvent prétendre qu'à un seul titre : celui d'organe bourgeois de conservation sociale.

Au printemps et au début de l'été dernier, respectivement dans le bâtiment et la métallurgie, les conventions collectives nationales de travail ont été signées. Dans l'une comme dans l'autre, aucune amélioration des conditions de vie et de travail pour les prolétaires, mais par contre garantie de Paix sociale pour le patronat durant le contrat. Voilà au moins qui rend les choses claires. Les conventions sont avant tout des "Conventions de Paix du Travail".

Contrairement à ceux qui pleurent sur la rigueur des patrons qui ont refusé dans les deux branches l'entrée en matière sur les revendications présentées par les syndicats, nous applaudissons à ce résultat. Tant que les syndicats pouvaient obtenir par la négociation quelques miettes, que les patrons accordaient sans problème pour garantir l'exploitation du travail salarié, il était illusoire de croire que les prolétaires se mettraient en branle pour réduire un tant soit peu leur exploitation. L'absence de mouvement de classe en Suisse depuis la fin de la guerre jusqu'à maintenant (même en prenant en compte les quelques luttes partielles qui ont éclaté depuis 4 ans on ne peut parler de "renaissance du mouvement gréviste" contrairement à ce que pense les adorateurs de Mao-sait-tout) démontre combien l'opportunisme est pesant sur les épaules du prolétariat.

Lorsque la crise interdit au patronat d'accorder la moindre satisfaction matérielle aux négociateurs syndicaux, il ne reste plus à ces derniers qu'à transformer la reculade honteuse en victoire partielle par la seule force

de la conviction dans le ton, le mensonge et l'omission dans l'information. Lorsqu'ils osent affirmer que le combat autour du tapis vert fut épique c'est qu'ils entendent limiter l'opposition inéluctable entre Capital et Travail dans le théâtre d'ombres des rapports entre partenaires sociaux autour du tapis vert.

Lorsque la soumission du prolétariat aux seuls intérêts du Capital devient la règle de conduite de tous les syndicats, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour se dire qu'il est grand temps de commencer à balayer la pourriture qui empêche la nécessaire lutte de classe de se situer sur son terrain : celui de l'affrontement direct avec le Capital.

Quiconque entend lutter pour que revive le syndicalisme de classe doit non seulement défendre et propager les méthodes classistes de lutte immédiate mais doit également dénoncer devant l'ensemble des prolétaires la politique actuelle des syndicats et en particulier son fondement : LA POLITIQUE CONVENTIONNELLE.

Ce n'est pas le lieu dans cette petite note de montrer comment les syndicats en sont venus à réduire leur activité à la seule production de conventions collectives. Analysons simplement le fait.

La politique conventionnelle tant vantée par les syndicats, c'est la collaboration de classe institutionnalisée. Lorsque l'on entend régler les aspects principaux de l'exploitation du travail salarié, producteur de plus-value, par un texte signé entre partenaires sociaux, c'est que l'on admet qu'entre Capital et Travail existe un moyen terme permettant à chacun d'y trouver son compte. Si l'on estime qu'un équilibre est possible entre ces deux forces sociales c'est que l'on fait sienne la conception d'un capitalisme sans heurt, sans crise d'un capitalisme vidé de la lutte des classes. La politique conventionnelle qui se mystifie sur le pouvoir des conventions est la négation de la

plus élémentaire défense prolétaire.

Ceux qui rugissent aujourd'hui contre les bonzes parcequ'ils n'ont rien obtenus dans les négociations, participent de cette illusion que la politique conventionnelle peut imposer autre chose que ce que le patronat est prêt à accorder. De ces misérables réactions il ne faut rien attendre, et la réalité des faits se chargera de pousser ces travailleurs à se réapproprier les armes de la lutte de classe pour la défense de leurs intérêts immédiats.

Quant à ceux qui, comme les trotskistes entendent "réactiver la lutte syndicale" par le biais des conventions collectives en proposant des listes de revendications auxquelles tout le monde est prêt à adhérer, ils ne font pas avancer les choses d'un cheveu. La question du renforcement d'un courant syndical de classe n'est pas une simple question de revendications. Elle est surtout et avant tout la REAPPROPRIATION DES ARMES DE CLASSES. Il est inutile de demander les 40 heures dans un cahier de revendications quand il s'agit seulement d'aller taper sur la table des négociations d'un petit poing rageur. Et quand dans le meilleur des cas, on a des positions radicales que diable à la IMR, on entend "faire pression" sur les négociateurs en lançant des propositions de grève limitée dans le temps préalablement, on s'affiche non seulement comme un défenseur du principe des négociations, mais également comme la future relève bureaucratique, de gauche bien entendu, lorsque les bureaucrates d'aujourd'hui dépassés par des mouvements spontanés de prolétaires en lutte devront céder la place. Pour s'en persuader, il suffit de voir avec quel zèle la IMR soutient la tentative de faire surgir une aile gauche syndicale.

Pour les communistes, qui eux se basent sur une analyse du murissement des conditions objectives de lutte et qui n'entendent pas en tout temps proposer des solutions concrètes quand manifestement le courant des événements ne va pas dans le sens d'une clarification de la lutte de classe, il s'agit encore, en l'absence de mouvement réel, de propager les méthodes et principes de lutte de classe. Il est bon de propager la revendication des 40 heures mais il est autrement plus clair de propager l'idée de la nécessité d'une réduction du temps de travail pour s'opposer au renforcement de l'exploitation en montrant que seule l'utilisation de la grève sans préavis, sans limitation préalable de durée avec la plus large extension possible est un gage de victoire au moins partielle. Et si une lutte, qui se situe sur le terrain de classe n'obtient que 42 heures, les communistes verront dans ce mouvement non pas une défaite mais un pas en avant dans le renforcement des méthodes classistes de lutte et donc une diminution de l'influence dissolvante et soporifique de l'opportunisme. (suite en p. 9.)

OCDR: MISERE DU MAOISME

SUR LA QUESTION SYNDICALE : QUAND LA RETHORIQUE STALINIENNE CACHE LE SPONTANEISME !

Si Mai 68 fut l'éclosion d'un mouvement étudiant remettant en cause l'instrumentalisation de l'Université par le Capital, dans les grands pays d'Occident, et s'il fut en France l'instant d'une brève explosion de révolte prolétarienne - d'ailleurs magnifiquement sabotée par l'opportunisme -, il fut aussi le départ pour toute une série de théorisations politiques basées sur un refus de l'existence proposée par la société capitaliste à son stade impérialiste. Le spontanéisme comme "théorie critique de la vie quotidienne" et comme vision idéaliste du processus révolutionnaire fut l'un de ses produits. La "Révolution Culturelle" chinoise, qui inversait le procès classique de la révolution en la faisant marcher sur la tête - changeons les mentalités et la société se révolutionnera !!! - fascina cette couche particulière de la petite-bourgeoisie que sont les étudiants. C'est tout naturellement que la "Pensée de Mao" devient la lanterne éclairant le chemin confus du spontanéisme étudiant. A la recherche de références politiques et idéologiques, les organisations spontanéistes de Suisse (dont la principale "Rupture pour le Communisme") en sont venues à épouser toute la ligne antimarxiste de Staline et de Mao, et à regrouper leurs forces jusqu'alors dispersées en vue de fonder l'authentique "Parti Communiste Suisse".

Le "Congrès pour l'unification / ML" sanctionne cette stalinisation totale et fonde les bases politiques des trois organisations participantes (Organisation Communiste le Drapeau Rouge, Kommunistische Organisation Arbeiter-Politik, Kommunistischer Bund).

Dans le cadre de la polémique contre ces organisations, polémique qu'il faut comprendre comme une conséquence de la nécessaire lutte théorique, nous nous attaquerons plus spécifiquement au programme de tâches que se fixe le Congrès et dans lequel se reflète toute la vision politique opportuniste et interclassiste du maoïsme. Ce programme est articulé autour de trois tâches principales:

- "Reconstruire un authentique Parti Communiste, c'est-à-dire reconstruire son programme et son organisation;
- développer, organiser et diriger le syndicalisme de classe;
- construire, organiser et diriger une Union Démocratique et Populaire."

Dans cet article, premier d'une série, nous aborderons la question du syndicalisme de classe, en nous appuyant sur les thèses développées dans le "Document politique" de l'OCDR, texte précédant le Congrès d'unification et qui en donna la base politique et programmatique, et nous montrerons toute la confusion qui règne dans la tête des maoïstes sur ce terrain.

Rôle, buts et méthodes du syndicalisme de classe

Si DR ("Drapeau Rouge") voit très justement dans l'extension du syndicalisme de classe le moyen pour les communistes d'influencer la lutte économique, il définit de cette juste constatation des buts et des méthodes pour le syndicalisme de classe qui rendent perspective floue et en définitive inopérante.

A ce niveau DR nage dans la pleine confusion qui révèle sa difficulté de comprendre le processus révolutionnaire, la liaison entre Parti et Classe ainsi que les buts du communisme.

C'est ainsi que "... les buts du syndicalisme de classe sont: (suite en page 9.)

MANIFESTATIONS DU 26 AOUT :

LE GAUCHISME CAPITULE DEVANT LA DEMOCRATIE

Le 10ème anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes russes nous aura rappelé la confusion régnant dans les groupes d'extrême-gauche sur la nature des rapports de production à l'Est et donc des rapports sociaux. Une chose est certaine, c'est que les trotskistes autant que les maoïstes, devant l'épineux problème qui leur est posé par les nations dites "socialistes", n'échappent pas au piège du démocratisme bourgeois. En dehors de leurs divergences sur ce problème, bureaucratie dès Staline pour les premiers, capitalisme dès Kroutchev pour les seconds, ils convergent tous les deux dans la défense des principes bourgeois du démocratisme, qui n'a pour effet que d'illusionner le prolétariat en le persuadant d'une hypothétique égalité entre les hommes quelques soient leur appartenance de classe. Ces principes - synthétisés dans les "Droits de l'Homme" - qui nient l'existence des classes et en conséquence nient l'exploitation du prolétariat par le Capital et la nécessaire révolution communiste pour l'émancipation de l'humanité, ont un but bien réel: laisser le champ libre à l'exercice de l'exploitation et de la violence bourgeoise sur une classe ouvrière soumise à sa condition et sans défense.

C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens qu'il faut comprendre les "Accords d'Helsinki" et autre "Charte 77". Plus la crise capitaliste s'aggrave, plus les tensions internationales se chargent, plus la bourgeoisie a besoin de soumettre le prolétariat aux intérêts du Capital.

Voilà pourquoi, nous communistes, nous ne défendons pas de tels principes, ni ne venons au secours de ceux qui s'en font les apôtres. Pour nous, la lutte de la classe ouvrière et l'expression de toute solidarité prolétarienne internationale, ne peuvent se servir des armes idéologiques de la bourgeoisie. Entre les principes de la lutte de classe et l'idéologie dominante, il ne peut y avoir de pont. Mais c'est pourtant bien cela que l'extrême-gauche essaye de construire en toute occasion. C'est ainsi que

la solidarité envers le prolétariat de l'Est ne peut s'exprimer selon eux que par le front uni de tous les démocrates, antibureaucrates et antifascistes, et par la défense de principes "universels" du type "Droits de l'Homme".

A Genève, la manifestation, organisée par le CSOPE, avec le soutien de la LMR, du PS genevois, vaudois et des JS, prit comme thème le "socialisme à visage humain" (expression du tract d'appel et adoptée par la LMR). La LMR - nous ne parlerons pas du PS, parti bourgeois dans toute sa définition - voulait faire de cette manifestation l'expression d'"une riposte unitaire de la gauche suisse romande". Fidèle à son frontisme interclassiste la LMR, en l'absence du PdT, a donc défilé, au nom de l'antibureaucratisme moscovite, avec les très bureaucratiques gestionnaires "socialistes" de l'Etat bourgeois, dont Chavannes figurait au nombre ce jour-là! Une contradiction avec leur étalon politique préféré, l'antibureaucratisme, qui n'avait pourtant pas l'air de leur poser des problèmes politiques, ni d'éveiller en eux quelques scrupules, mais qui montre bien qu'entre le front commun sur des bases idéologiques bourgeoises et la défense des principes communistes, la LMR a fait un choix irréversible.

Quant à la manifestation de Berne, organisée par les membres du "Congrès d'unification/ML" et le PCS/ML, elle fut placée sous le même drapeau que celle de Genève: défense de la "Charte 77" et de la démocratie bourgeoise. La défense des intérêts de l'Etat chinois contre l'URSS figurait bien sûr en filigrane de la manifestation et les vieux clichés staliniens sur l'indépendance et la souveraineté nationale, sur l'antifascisme démocratique étaient plus que jamais exploités pour appeler le prolétariat à faire cause commune avec la bourgeoisie contre le "fasciste Brenev". Cette Union Sacrée tant réclamée face à l'URSS trouvait évidemment son justificatif dans la défense de la démocratie, et de la "liberté pour la Tchécoslovaquie". C'est donc en toute logique que les maos ont

lancé l'"Appel à tous les démocrates et antifascistes", et étalé dans leur propagande les signatures des "personnalités" qui ont bien voulu y souscrire. C'est dans cet amas de signatures, où se côtoient artistes de tous genres, docteurs, députés, pasteurs et autres professeurs d'université, que l'on reconnaît de quelles classes les maoïstes se font les représentants!

Les gauchistes placent donc dans la même dynamique l'opposition démocratique avec les luttes ouvrières et soudent celles-ci à un mouvement purement bourgeois qui vise à arracher la propriété exclusive du Capital à l'Etat pour lui donner de nouvelles forces par l'émulation de la concurrence.

Quelques soient les théories des démocrates de l'Est, une chose est certaine pour nous, c'est que la classe ouvrière de toute cette zone sera amenée par sa lutte contre les attaques du Capital à démasquer les mystifications du capitalisme "libéral". En effet, la classe ouvrière devra toujours, pour défendre ses intérêts de classe, s'affronter au Capital, quelque soit son degré et sa forme de concentration. La réalité des rapports d'exploitation capitaliste mettra d'elle-même fin un jour à toutes les illusions entretenues par la bourgeoisie et l'opportunisme.

Ce ne sont pas nos idéologues bourgeois et petits-bourgeois qui ont fait se révolter les ouvriers polonais contre leur dure exploitation et contre les capitalistes ronds-de-cuir de l'Etat. Voilà les luttes qui méritent la solidarité totale du prolétariat de l'Ouest et le soutien actif des communistes révolutionnaires!

Lors de ces manifestations, nous avons distribué un tract qui rappelle la position des communistes sur cette question et pose les principes élémentaires de la solidarité de classe.

Ce tract est inclus comme page centrale au présent numéro du "Supplément au prolétaire".

* * *

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; la refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202.22 Marseille

Ed. resp. : F. Gambini
20, rue Jean Bouton
Paris 12ème

Dix ans après le coup de Prague :

A L'EST COMME A L'OUEST, LA REVOLUTION COMMUNISTE EST NECESSAIRE !

PROLETAIRES, CAMARADES,

En Août 68, l'Etat russe envahissait la Tchécoslovaquie au grand dam des démocrates bourgeois occidentaux et mettait ainsi une fin brutale à la tentative d' "indépendance" de cet Etat. Dix ans après, la confusion dans l'analyse de cet événement, significatif de la nature des Etats du bloc de l'Est, règne toujours en maître. Il est donc nécessaire de rappeler la signification réelle de cette intervention militaire et de démasquer toutes les inepties politiques proférées à cette occasion et ranimées aujourd'hui par les démocrates bourgeois et petits-bourgeois de toute étiquette.

Contrairement à toutes les prétentions théoriques de Staline (recrachées en chœur par les PC occidentaux), l'URSS n'a jamais atteint le stade de la production socialiste - production pour la satisfaction des besoins les plus larges de l'humanité et non pour l'accroissement du Capital par la production de plus-value, production qui sous-entend donc l'abolition du salariat et l'abolition du marché par la répartition contrôlée des biens produits - mais en est restée au stade où la révolution d'Octobre ne pouvait que la mener sans la révolution en Europe, c'est à dire au stade d'un capitalisme d'Etat qui ne se différencie en rien dans ses lois fondamentales (production de marchandises et salariat) du capitalisme occidental. Les buts immédiats de la révolution d'Octobre étaient non pas de créer le socialisme mais les bases indispensables à son développement futur.

La trahison de Staline fut de coller à ce provisoire mais indispensable capitalisme d'Etat l'étiquette de "Socialisme" et par conséquent de rendre compatibles la production de marchandises et le salariat avec le socialisme. Sur de telles bases il n'y avait plus qu'un pas à franchir vers la théorie du "Socialisme dans un seul pays". Entraînée sur un tel terrain la défense du socialisme ne signifiait plus que la défense des intérêts capitalistes nationaux de l'Etat russe. Cette

défense des intérêts économiques du puissant Etat russe (du moins militairement) passa, comme pour toute puissance capitaliste importante, par la recherche et la conquête de marchés extérieurs stables et garantis comme chasse gardée.

Telle fut la signification du partage de la Pologne lors du Pacte Germano-soviétique en 38, du partage de l'Europe en 44 à Yalta où l'impérialisme russe s'octroyait la partie Est, et telle fut la signification de la création du COMECON et du Pacte de Varsovie qui renforçaient l'emprise économique-militaire de l'URSS dans cette zone. Comme pour tous les Etats de cette région, le développement économique de la Tchécoslovaquie fut donc soumis au contrôle direct de l'Etat russe et subordonné à ses intérêts de grande nation capitaliste.

La tutelle sociale-impérialiste de l'URSS se révéla par l'impossibilité pour la Tchécoslovaquie de résoudre la crise qui dès 62 secouait l'économie nationale. C'est de cette situation de crise que surgirent les théoriciens - dont Dubcek devint le chef de file politique - d'un "développement autonome" de la Tchécoslovaquie et de la libération de l'économie par la mise en concurrence des entreprises. La rébellion tchécoslovaque ne représentait donc que la volonté du Capital national de se libérer de la tutelle russe. L'intervention militaire russe fut donc la seule possibilité pour le social-impérialisme de maintenir cette chasse gardée pour l'écoulement de ses marchandises et le pillage du potentiel industriel de la Tchécoslovaquie. Elle ne fut pas une nécessité pour enrayer une soi-disante contre-révolution mais simplement le moyen de mettre fin à ce mouvement centrifuge.

Pour l'impérialisme occidental le "rêve de liberté de Prague" correspondait parfaitement à ses rêves - bien réels ceux-là - de trouver de nouveaux débouchés à ses marchandises et ses capitaux. Il est en effet une loi bien établie dans l'histoire du capitalisme : l'impérialisme d'un bloc a toujours soutenu les menées centrifuges d'une nation d'un

autre bloc - au nom des libertés - pour mieux récupérer dans son aire d'influence cette nation et en conséquence affaiblir l'impérialisme concurrent. Notons en passant que la Chine est passée maître dans ce jeu là.

PROLÉTAIRES, CAMARADES,

Ceux qui aujourd'hui se rangent du côté des démocrates sont ceux qui objectivement soutiennent l'ouverture de la Tchécoslovaquie à l'impérialisme occidental et prennent ainsi fait et cause pour l'impérialisme de leur bourgeoisie contre l'impérialisme russe. Ceux qui partent en bataille contre le centralisme bureaucratique de l'Etat russe en lui opposant la démocratie sont les mêmes que ceux qui hier appelaient les prolétaires à défendre la démocratie contre le totalitarisme fasciste en 39 ou contre l'héritage de Bismarck en 14. Ce sont les alliés objectifs de la bourgeoisie pour saboter toute solution prolétarienne à la crise, en liant la classe ouvrière aux intérêts nationaux de l'Etat qui les exploite.

Que ce soit dans l'occident démocratique ou dans la Tchécoslovaquie et l'URSS stalinienne, le prolétariat se fait exploiter de la même manière par le Capital. Il n'a donc jamais à prendre fait et cause pour un Etat bourgeois même si celui-ci subit la contrainte économique et militaire d'un plus puissant que lui (telle fut la règle des communistes, guidés par Lénine, en 1915 après la trahison des social-chauvins de la deuxième Internationale qui votèrent les crédits de guerre dans tous les pays belligérants). Il n'a que le devoir de lutter contre son propre Etat dans la solidarité la plus totale avec le prolétariat de la nation dominante. Quant aux prolétaires de la nation dominante, ils n'ont que le devoir de lutter contre leur propre Etat pour l'empêcher de défendre ses intérêts par l'oppression des nations faibles.

PROLÉTAIRES, CAMARADES,

Une telle attitude internationaliste a pour prémisse la renaissance des luttes prolétariennes. Au travers de ces luttes, le prolétariat, en défendant ses intérêts propres, se réappropriera ses armes de classe pour s'opposer à l'exploitation capitaliste et à l'Etat qui en garantit les conditions. Aujourd'hui le prolétariat du bloc de l'Est commence à renouer avec la tradition des luttes immédiates (en Pologne notamment) et à s'affronter de plus en plus avec son Etat. Par ses luttes il démontre de manière irréfutable l'existence du capitalisme et du salariat dans les démocraties populaires ainsi que l'antagonisme irréductible entre les intérêts du Capital et du Travail.

Demain l'exigence d'une lutte internationaliste nécessitera la direction du Parti de Classe mondial, seul défenseur du programme communiste invariant, dont l'implantation et la naissance dans les pays de l'Est ne pourra se faire, comme en Occident, que sur la base d'un clair bilan de la période de contre-révolution stalinienne.

- A BAS L' ETAT BOURGEOIS QU'IL SOIT DE L'EST OU DE L'OUEST !
- A BAS LA DEMOCRATIE ET SES PROPAGANDISTES, VERITABLES OBSTACLES A LA REVOLUTION !
- A BAS LE SOCIAL-CHAUVINISME QUI REVENDIQUE POUR LES ETATS BOURGEOIS L'INDEPENDANCE NATIONALE !
- VIVE L'UNITE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT !
- VIVE LE SOCIALISME, SOCIETE SANS SANS CLASSE DONC SANS SALARIAT, SANS NATION ET ECONOMIE NATIONALE !

-----ooo000ooo-----

Brochures "LE PROLÉTAIRE"

- 1 - Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens ... (2 F)
- 2 - Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'uni-
forme (2 F)
- 3 - Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (3 F)
- 4 - Pour l'unité des exploités du Maghreb ! (épuisé)
- 5 - Question féminine et lutte de classe (3 F)
- 6 - Qu'est-ce que le socialisme ?
(Socialisme scientifique contre « Socialisme national » algérien) (4 F)
- 7 - La grève des nettoyeurs du métro (Leçons et bilan) (4 F)
- 8 - Violence, terrorisme et lutte de classe (4 F)
- 9 - Elections et gouvernement de gauche, mystification
bourgeoise (4 F)
- 10 - Postiers en lutte (Créteil, janvier 78) (5 F)

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1928).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

OCDR : MISERE DU MAOISME (suite de la page 7.)

1. l'abolition de l'exploitation capitaliste
2. l'abolition du travail salarié
3. l'abolition de l'assujettissement économique des travailleurs..."

Remarquons que les 3 buts définis ne se distinguent en rien et sont purement tautologiques. En effet, l'abolition du salariat en tant que rapport d'exploitation du travail par le capital est donc identique à l'abolition de cette exploitation, de même cette exploitation se reflète dans l'assujettissement économique des travailleurs et l'abolition de cet assujettissement est identique à l'abolition du salariat.

DR verrait-il dans ces trois expressions une différence telle qu'elle nécessiterait donc qu'on abolisse l'une après l'autre ces trois formes d'oppression?

Comme nous n'avons pas d'explication, partons du point de vue que DR préfère être compris trois fois plutôt qu'une, quitte à faire de la tautologie!

LUTTONS CONTRE LE COURANT ! (suite de la page 7.)

La renaissance d'un puissant mouvement de classe passera par tout le cycle des luttes qui vont des luttes pour des revendications partielles et locales aux luttes pour des revendications plus générales concernant l'ensemble de la classe ouvrière, renaissance qui ne se fera pas de manière idéalement linéaire mais avec des bonds en avant des phases de stagnation et des périodes de recul, correspondant à la nature profondément dialectique et contradictoire de la lutte de classe.

Ceux qui prétendent faire renaître la lutte de classe ouverte par des "astuces" - faire pression sur la politique conventionnelle par exemple - en construisant dans leurs petits cerveaux à l'imagination créatrice d'illusions, des étapes s'enchaînant les unes aux autres selon un ordre "logique" sont soit des métaphysiciens soit de futurs traitres.

Les révolutionnaires sincères n'ont qu'une perspective : COMBATTRE L'OPPORTUNISME et sa politique qu'elle soit de gauche ou de droite en n'ayant pas la crainte d'aller CONTRE LE COURANT.

En attribuant au syndicalisme de classe de seuls buts politiques révolutionnaires DR se méprend totalement. Les buts du syndicalisme de classe sont de deux ordres. D'une part le syndicalisme de classe a des tâches immédiates de défense des intérêts de classe contre les attaques du Capital, tâches qu'il réalise par l'utilisation des méthodes de lutte de classe, et d'autre part un but final, l'abolition du salariat, qui ne peut être accepté et défendu par les syndicats que sous l'influence directe des communistes et que s'ils sont la courroie de transmission du Parti de classe.

Une activité syndicale de classe ne se reconnaît pas exclusivement dans la nature politique des buts finaux poursuivis, elle se reconnaît lorsque les revendications et les moyens de la lutte immédiate se situent sur un terrain de classe, donc sans compromis avec ceux de l'opportunisme, ardent défenseur de la conciliation entre classes.

Les méthodes du syndicalisme de classe sont dans l'affrontement direct entre classe dominée et classe dominante et dans l'utilisation de la grève comme arme spécifique du prolétariat. La tâche de lier dans les luttes les revendications partielles aux revendications finales est le rôle exclusif des communistes influant sur les organisations syndicales.

En ne discernant pas ces deux aspects dialectiques de la lutte de classe immédiate, DR va évidemment dans le sens de sa pratique qui est d'imposer à des actions immédiates des préalables politiques. Le CAS, directement lié à DR, agit depuis toujours sur de tels principes sectaires, et donc dans un sens opposé à tout front unique de la classe ouvrière.

Dans sa vision déformée des réels rapports de force actuels entre les classes, DR attribue de manière immédiate et métaphysique un rôle antiimpérialiste à la lutte économique en déclarant oeuvrer "...pour que chaque lutte se place résolument d'un point de vue anticapitaliste et antiimpérialiste se solidarisant aux luttes des peuples du 3ème monde".

Après avoir dressé une série de conditions pour que les revendications se placent sur un terrain de classe, DR révèle son incorrigible impatience en imaginant qu'il est possible de placer la lutte économique partielle d'un point de vue anticapitaliste et antiimpérialiste, indépendamment des circonstances générales extérieures à cette lutte, et du rapport des forces entre les classes. Fondamentalement la lutte économique est une défense des salariés contre le capital et tous les conciliateurs. Lui donner un caractère anticapitaliste immédiat c'est s'illusionner sur ses possibilités. Anticapitaliste, la lutte économique ne l'est que dans la perspective de son dépassement. Par conséquent, la définition de l'objectif que donne DR est une phrase creuse.

Quant à la solidarité avec la lutte des peuples du 3ème monde, au nom de l'antiimpérialisme cela aussi est une phrase creuse. Que le prolétariat des métropoles impérialistes manifeste sa solidarité avec les peuples en lutte contre le joug colonialiste ou néo-colonialiste, cela est une nécessité, notamment en manifestant cette solidarité par le boycott des armes envoyées aux oppresseurs. Mais la solidarité de classe a comme exigence première de se manifester en luttant sur le terrain de classe contre sa propre bourgeoisie impérialiste. Or les maoïstes ne se sont jamais distingués que par leur peu de respect des luttes nationales antiimpérialistes lorsque celles-ci n'allaient pas dans le sens des intérêts nationaux bourgeois de la Chine. La position adoptée, par exemple, par les maoïstes lors de la révolte des masses plébésiennes au Bengla-Desh constitue une des perles de leur "antiimpérialisme". La Chine, ayant des intérêts stratégiques et économiques à défendre au Pakistan, s'en alla, au nom de la Realpolitik, soutenir Karachi contre la rébellion en marche dans la province orientale. Comme l'alignement sur Pékin est le principe politique qui régit toute la ligne de conduite des Maos occidentaux, la répression du peuple bengali se fit donc avec leur consentement absolu!

Pour les pays de capitalisme avancés, ils n'ont jamais d'autre analyse, lorsque les contradictions capitalistes ne

peuvent plus s'atténuer que dans la guerre impérialiste, que de défendre le principe de l'Union sacrée avec leur bourgeoisie nationale contre l'impérialisme plus puissant ou dont la puissance ne peut s'épanouir qu'en arrachant par la force les chasses gardées des impérialismes bien établis.

Dans les pays arriérés, où s'arracher des griffes de l'impérialisme signifie aussi jeter les bases de la révolution démocratique - dont le rôle est de détruire les restes de la société précapitaliste - et où l'autodétermination a un rôle historique progressiste, ils identifient la solidarité du prolétariat des métropoles vis-à-vis des peuples des nations arriérées avec la solidarité sans condition avec les bourgeoisies locales, en oubliant la fonction de frein et même de sabotage qu'elles exercent en général sur ces luttes.

On retrouve là toutes les erreurs menchévistes, tant de fois critiquées par Lénine, consistant à laisser la direction de la révolution démocratique à la bourgeoisie. Lénine a démontré que même dans une révolution antiféodale la bourgeoisie était inconséquente. En effet une révolution radicale nécessite la mise en mouvement de masses énormes et en particulier met en branle la fraction la plus radicale du peuple: LE PROLETARIAT. Hors la bourgeoisie redoute une telle mobilisation du prolétariat car elle devine bien que les armes qu'elle lui fournit pourront se retourner contre elle. Dans ce cette nouvelle figure de la révolution démocratique, la bourgeoisie préfère traiter avec les anciennes classes plutôt que de devoir s'affronter à la classe dont dépend son existence. Cette timidité de la bourgeoisie dans la révolution démocratique nécessite donc la direction politique du prolétariat: c'est ce que nous appelons la révolution double: démocratique dans ses tâches immédiates, communiste par sa direction politique,

Après avoir donné de la manière que l'on sait les buts et méthodes du syndicalisme de classe, DR analyse les rapports de force entre classes et déclare notamment: "Même dans les pays comme l'Italie, la France, l'Espagne, les grands mouvements de grève qui s'y déroulent ne peuvent enrayer la dégradation des conditions maté-

rielles de vie des travailleurs." Consciente de cela, DR ne sait tirer de ce constat aucune leçon qui permette de poser sur des bases saines les conditions d'un dépassement de ces luttes et d'une intervention communiste.

Constatant que même dans les pays où l'indiscipline sociale est forte, où les mouvements spontanés de révolte sont fréquents, le prolétariat voit ses conditions de vie reculer, DR cherche à définir une "nouvelle manière" de lutter contre ce recul. Malheureusement son bilan des luttes dans les pays voisins est plus qu'anémique. On ne peut affirmer brutalement que malgré les grands mouvements de grève le prolétariat recule, ce qui est une juste constatation, sans poser les questions suivantes:

- Comment est utilisée la grève par l'opportunisme dominant social-démocrate et stalinien?

- Quelles perspectives sont données aux rares grèves générales orchestrées par l'opportunisme?

- Quelle attitude prend l'opportunisme syndical et politique face aux mouvements de grèves sauvages?

- Quelle démoralisation peut provoquer le sabotage d'une lutte spontanée par les centrales réformistes?

Sans répondre à ces questions, le constat ne veut rien dire, plus grave il ouvre la voie à de nouvelles perspectives qui pour le moins sont utopiques et farfelues (1)

DR nous donne un avant-goût de ses fausses perspectives en déclarant: "La grève n'est pas le seul moyen d'obtenir une revendication... La grève n'est pas la rupture de la Paix du Travail ou la fin de la collaboration de classe, mais elle contribue à évincer de la lutte économique l'aristocratie ouvrière, les réformistes et les révisionnistes, tous soumis au Capital". Qua cherche à sous-entendre DR en affirmant que "la grève n'est pas le seul moyen d'obtenir une revendication", nous n'en savons rien.

(1) Les récentes déclarations de Lama (CGIL) en faveur d'une autolimitation de l'utilisation de la grève et des augmentations de salaire; nous montre à quel point le rôle de l'opportunisme est primordial

Ce qui est certain par contre, c'est que pour nous "l'exigence première et fondamentale d'une véritable lutte de classe est donc la grève, déclenchée sans préavis, sans limitation préalable de durée, avec la plus large extension possible, jamais subordonnée dans ses modalités aux "intérêts supérieurs du pays" ("Pour des méthodes et des revendications de classe - Orientations pratiques d'action syndicale").

Quant à la dimension politique du mouvement gréviste renaissant, il s'agit là d'une de ces formules si chères aux immédiatistes et qui a autant d'inconsistance théorique qu'elle a de "panache révolutionnaire". D'autres part, les fondements mêmes du rapport entre capital et travail n'ont jamais été régi par la paix du travail, car dans ce cas cela sous-entendrait: "supprimons la paix du travail et voilà les fondements mêmes du capitalisme qui s'écroulent". Nous savons que DR n'a pas voulu dire une telle

Presse du Parti

LE PROLÉTAIRE

il programma comunista

El Comunista

Kommunistisches
Programm

Soutenez le développement de la
presse internationale du Parti
Souscrivez !

dans la garantie des intérêts capitalistes et comment on ne saurait parler de la situation des luttes ouvrières sans entrer en matière sur toutes les formes de sabotage des luttes par l'opportunisme.

ineptie, mais à faire de la "PHRASE" voilà à quel genre d'absurdité on peut être amené.

Mais la renaissance du mouvement gréviste comme DR appelle les quelques mouvements de défense qui sont apparus ces dernières années en Suisse n'a pas au sens propre un contenu politique. Parler de mouvement gréviste renaissant sans distinguer dans ces différentes grèves celles qui ont été menées malgré et contre les centrales syndicales opportunistes et celles menées ou récupérées par lui, c'est tirer un bien maigre bilan des premières réactions ouvrières en Suisse après de longues années d'apathie.

La grève en tant que telle ne contribue pas à évincer les réformistes et les révisionnistes. Pour cela il suffit de voir l'utilisation qu'en fait ce même réformisme dans les pays voisins. La prostitution de la grève aux mains de l'opportunisme est pour tout communiste une certitude. La grève doit être utilisée uniquement pour des objectifs prolétariens. Et pour que cette condition soit remplie jusqu'au bout, il est nécessaire que les communistes influencent le mouvement et même en prennent la direction.

Parler de l'arme de la grève sans définir ses conditions d'utilisation et les buts qu'elle cherche à atteindre c'est faire chorus avec tous les opportunistes de l'aile gauche syndicale

qui se réapproprie doucement la grève - dans certains cas bien sûr - afin de mieux faire son travail de sappe au sein de la classe ouvrière. Car pour les communistes l'utilisation de la grève doit redevenir systématique. Etant l'arme indispensable de la lutte économique, elle doit redevenir cette arme permanente que les prolétaires utilisent à chaque attaque du patron ou de son Etat.

Pour les communistes, c'est dans le déroulement de la lutte, en fonction des objectifs et des rapports de force que la poursuite de la grève ou non doit être décidée. Mais pour l'opportunisme - dont DR, malgré ses grandes critiques verbales, se met toujours à la traîne dans chaque action - la limitation préalable de la grève est une condition impérative à son déclenchement. En décidant préalablement une grève limitée, en fonction du principe du respect des intérêts de l'entreprise, on supprime toute possibilité de poursuite du mouvement ou de son extension, on démoralise les travailleurs, on ne construit pas l'unité. Voilà ce qui différencie communistes et opportunistes dans l'utilisation de la grève. Voilà ce que DR, aveuglé par sa façon triomphaliste de considérer le mouvement ouvrier, ne voit pas ou refuse de faire voir au prolétariat.

Etats impérialistes est la condition indispensable pour la réalisation de cette tâche qui est la suppression du salariat et donc du mode de production capitaliste, dont le mode d'existence est en particulier la lutte inévitable du travail contre le capital. Ensuite, l'organe NECESSAIRE pour ce renversement n'est nullement une "organisation de masse" immédiate mais le parti de classe en tant que dépositaire de la théorie et du programme et organe de lutte pour l'émancipation de toute l'humanité.

Dire que les communistes ne peuvent se contenter et de la lutte économique et des syndicats actuels est une évidence, mais c'est le parti de classe et uniquement lui qui sera l'organe révolutionnaire de la lutte finale.

Face aux difficultés pour atteindre ces buts, difficultés dues au poids de l'idéologie bourgeoise dominant le prolétariat par l'intermédiaire de l'aristocratie ouvrière, DR en vient naturellement à chercher une recette au goût de leur immédiatisme: "Pour combattre l'aristocratie ouvrière, l'axe essentiel est d'organiser les travailleurs à la base, dans les entreprises et sur leur lieu de travail. Si les masses ne se trouvent pas dans les appareils syndicaux, déjà organisées dans la lutte économique, alors il faut travailler là où elles se trouvent, sur les lieux de production, et spécialement dans les grandes entreprises (plus de 100 travailleurs)".

Constatant le non impact des syndicats sur le plan organisationnel, DR en s'appuyant sur Lénine dit qu'"il faut aller là où les masses se trouvent". Lénine parlait de l'endroit où les masses qui veulent lutter pour l'amélioration de leurs conditions de vie se dirigent, et non d'un endroit quelconque. S'il est exact que les masses se trouvent sur le lieu de production, il ne s'agit pas là d'un endroit privilégié, et la conclusion de DR est une évidence qui ne fait pas avancer les choses d'un pouce.

Lénine disait que le rôle des communistes est de combattre l'influence de l'opportunisme sur les masses ouvrières, partout, et en particulier dans les syndicats jaunes. C'est en ce sens que Lénine disait: travailler là où les masses se trouvent.

Les tâches des communistes

Sur la question de la transformation de la lutte économique en lutte insurrectionnelle contre la bourgeoisie, DR nous déclare: "La tâche des communistes est d'être les meneurs résolus de l'action économique

et syndicale. Il est de leur devoir de faire ressortir que dans toutes les phases de la lutte économique cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste. Or pour cela les communistes ne peuvent se contenter de l'organisation syndicale actuelle".

La première partie de cette proposition est certes juste. Mais la conclusion que DR en tire est pour le moins incomplète. Dire que la lutte économique du prolétariat contre le capital trouvera son dépassement dans le renversement de l'Etat bourgeois, cela est certainement exact, mais il faudrait aussitôt dire que l'instauration de la dictature et la victoire du prolétariat dans les principaux

Violence, terrorisme et lutte de classe

C'est le titre de la brochure n° 8 parue dans la série « Le Proletaire ». Elle reprend les principaux articles publiés dans notre presse ces derniers mois.

Lecteurs, sympathisants, passez commande au siège du journal et diffusez-la largement!

parti communiste international

Pour des méthodes et des revendications de classe

(Orientations pratiques d'action syndicale)

Fr. 1.-

Mais pour DR qui réduit la lutte à quelques schémas, le lieu de lutte privilégié n'est plus que l'entreprise: "Ils (les communistes, NDR) placent les entreprises elles-mêmes comme lieu de l'action syndicale, comme terrain où les travailleurs peuvent le mieux défendre leurs droits en s'attaquant aux profits par l'arme de la grève".

Que l'entreprise soit le premier échelon de la lutte syndicale, voilà une évidence digne de Monsieur Jourdain. Mais faire de ce lieu un lieu privilégié de la lutte économique voilà une belle idiotie. Affirmer que l'entreprise est le terrain où les travailleurs peuvent le mieux se défendre, c'est affirmer une contre-vérité. Les syndicats sont apparus comme une nécessité découlant de la lutte prolétarienne au siècle dernier, justement pour faire sortir la lutte des étroites limites de l'entreprise. La création des syndicats, ou autre "union ouvrière", était un saut qualitatif dans l'organisation de la lutte économique car elle permettait à la fois d'avoir une force énorme et d'unifier les objectifs des prolétaires par delà les limites d'entreprises, de régions, etc... Le syndicat permettait de donner à la lutte son véritable caractère de lutte de classe, et de dépasser toutes les tares dues au localisme.

Que les syndicats soient aujourd'hui des instruments aux mains de la bourgeoisie nous ne le nions pas. Mais cela ne chan-

ge rien au fait qu'un organisme à base non locale représente toujours un échelon plus élevé qu'un organisme limité à l'usine, bien qu'en certaines circonstances c'est de celle-ci que peut partir l'étincelle d'une lutte générale. Mais en aucun cas l'entreprise peut être considérée comme le meilleur terrain.

Les charmantes tirades de DR contre l'aristocratie ouvrière qui constitue la chape de plomb des syndicats ne sont que des phrases creuses pour éblouir le lecteur et qui cachent en réalité un suivisme des directions syndicales jaunes au nom de l'unité. C'est ainsi que dans les syndicats, les communistes "...ne doivent présenter dans les appareils syndicaux aucun but pratique que ceux-ci seraient incapables d'assumer. Ils doivent refuser tout complot et intrigue et défendre l'unité de l'organisation syndicale contre toute visée fractionniste. Ils ne doivent en aucun cas forcer les événements mais tirer patiemment les leçons de la vie. Aucun regroupement syndical sans principe ne doit les détourner de cette voie."

Au nom du refus de la lutte dans l'appareil syndical, DR en vient à se faire le défenseur d'une hypothétique unité syndicale.

Ainsi donc les communistes se taisent dans les syndicats lorsque ceux-ci sont incapables d'assumer la défense ouvrière. Mais qu'est-ce à dire? Que les communistes n'exigent de leur syndicat que ce que ce dernier accepte de faire en vertu de ses principes? Ainsi donc si le syndicat est incapable de soutenir une grève les communistes se refusent d'exiger de lui qu'il verse les fonds de grève nécessaires à la poursuite de la lutte.

Et au nom de l'unité, DR refuse la constitution de fraction. Nous y voilà! Ainsi donc dans

L'organisation syndicale de classe

DR nous explique que " Si un des buts essentiels des communistes dans la lutte économique est d'organiser les travailleurs en un puissant syndicat de clas-

se, les voies et méthodes pour la constitution d'un syndicat de classe ne peuvent être tirées de l'expérience des masses...".

le syndicat, le discours hégémonique de la social-démocratie serait immuable, et personne ni aucun groupe ne serait autorisé - pour DR, mais nos actuels pompiers sociaux du PSS raisonnent de même - à présenter systématiquement une autre perspective au sein du syndicat.

Il est évident que les communistes n'iront pas prêcher dans le désert, mais en aucun cas ils ne laisseront passer une occasion de faire pression sur le syndicat afin qu'il satisfasse aux exigences élémentaires de la lutte, tout en démasquant les bonzes opportunistes qui le dirigent.

Préconiser une telle chose, c'est se refuser à soustraire la grande masse des ouvriers à l'influence de l'opportunisme.

On ne peut à la fois préconiser des solutions alternatives pour des problèmes partiels et refuser que des groupes présentent une position globale. Il est vrai que DR remplace la lutte des communistes au sein des organismes de masse par un pédagogisme à petit pas qui entraînerait les masses graduellement.

Les communistes, tout en étant conscients de l'extrême difficulté de lutter dans les syndicats d'aujourd'hui, se proposent à un moment donné - qui n'est certes pas actuel - de créer des fractions communistes qui tant par leur travail de dénonciation de toutes solutions opportunistes que par leur présence active dans les luttes, se préparent à conquérir les syndicats. Mais dès aujourd'hui ils lutteront pour que le DROIT DE TENDANCE dans les organismes de masse soit effectif, cela non pas au nom d'une hypothétique référence à un quelconque "principe démocratique" mais afin de se donner les meilleurs conditions pour leur travail d'organisation.

DR est loin sur cette question de toute position communiste.

Très bien, l'organisation des ouvriers dans un syndicat de classe serait donc une des tâches que DR fixe aux communistes, et la meilleure solution que trouvent nos maoïstes pour faire ce travail est de se taire, de refuser de s'organiser en fraction communistes dans les syndicats jaunes, de revendiquer dès aujourd'hui le droit de tendance. Ces solutions sont précisément des méthodes qui ont été préconisées par l'Internationale Communiste (2).

La création de noyaux communistes et l'organisation en fraction ne signifie nullement la scission syndicale comme essaye de le faire croire DR. Au contraire c'est là la meilleure façon de soustraire les masses à l'opportunisme des dirigeants réformistes et donc de créer l'unité sur des bases de classe.

Le caractère de classe d'un syndicat est lié à l'influence qu'y exercent ou non les communistes.

Brochures

« Le Proletaire »

- Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (4 F)
- La grève des nettoyeurs du métro (4 F) (*)
- Postiers en lutte (5 F)

Commandes au « Proletaire »

(*) Disponible en français et en arabe.

L'IC d'ailleurs, tout en préconisant la formation de fractions communistes dans les syndicats, défendait l'unité syndicale, unité qui n'entraînait évidemment pas la soumission aux bonzes syndicaux au nom d'une union formelle, mais qui devait dans cette période de grande agitation ouvrière unifier le combat de classe que menait le prolétariat.

Après avoir tracé de grandes perspectives sans s'être donné les moyens de leur réalisation, DR veut quand même nous faire croire qu'il a pensé aux côtés tactiques: "Pour organiser les travailleurs à la base dans les entreprises, il faut partir de leur niveau de conscience et d'organisation concret".

C'est le genre de phrase, à l'accent concrétiste, qui ne veut strictement rien dire. Les travailleurs prêts à se battre sur une revendication doivent être organisés le plus largement possible, mais en ayant bien à l'esprit que seule l'utilisation des méthodes de classe permettra la meilleure solution. C'est ce que les communistes leurs diront.

Une fois découverte la règle pédagogique pour organiser les ouvriers, reste pour DR à trouver la bonne forme d'organisation. Constatant que les syndicats sont inefficaces et refusant de travailler à l'intérieur pour y faire autre chose que ce que les bonzes sont capables de faire, DR critique également le fédéralisme des "groupes de bases" chers aux purs spontanistes: "Un comité de base n'est pas une fédération de groupes de base mais une structure nécessaire sans laquelle les groupes de base n'ont aucune stabilité et ne réussissent pas à propager la pratique du syndicalisme de classe".

Et pour résoudre cette somme de difficultés DR trouve la solution dans le COMITE PERMANENT dont les tâches sont précisément celles du syndicat: "Un organisme de travailleurs indépendants des syndicats est donc absolument nécessaire à l'organisation des masses dans la lutte économique en Suisse et notamment au développement du mouvement gréviste renaissant".

Pour justifier sa recette du "Comité permanent", dont l'actuelle concrétisation n'est autre que le CAS, DR s'attaque aux "fausses solutions". Mais en passant en revue toutes fausses solutions, DR critique entre autres les solutions avancées par les communistes pour renforcer leur influence, en les caricaturant pour justifier son opposition. Ces solutions communistes sont:

1. La construction du front unique à la base à travers des organismes d'union,
2. l'organisation du courant communiste dans les syndicats,
3. la propagande des fractions communistes à travers un périodique.

Ce n'est pas en mettant en face de chacune de ces solutions le nom d'une organisation critiquée par DR que ces solutions sont fausses. Au contraire elles

montrent la nécessité pour les communistes de mettre sur pied leur propre organisation dans les mouvements de masse.

Remarquons cependant que DR n'échappe pas à sa critique. Il a mis sur pied un pseudo organisme de masse, le "Comité d'Action Syndicale", et publie "Lutte Ouvrière". Malheureusement pour DR on échappe pas si facilement aux nécessités de la lutte, même lorsque l'on voudrait être si différent des autres.

Quant à la critique du spontanéisme, le parti "naïtra des luttes", DR ferait mieux d'analyser ses propres thèses et voir dans son opuscule rien de moins qu'une tentative d'échapper à cette critique sans pour cela y parvenir.

Lorsque l'on est incapable de comprendre le processus révolutionnaire, on fige le développement des luttes futures dans des formes dont le contenu sont souvent les tâches mêmes du parti politique de la classe ouvrière. Et DR n'échappe pas au piège, car, nous dit-il, l'organisme: "...n'a pas un caractère massif...mais il doit être un organisme de masse qui pose d'entrée les conditions politiques, syndicales et organisationnelles dans cette phase embryonnaire pour que, le plus tôt possible, les masses s'organisent largement dans la lutte économique et posent les conditions de leur organisation en syndicat de classe".

On critique la méthode communiste classique qui consiste à laisser ouvert au maximum tous les organismes immédiats, afin précisément que les communistes aient et acquièrent l'influence prépondérante, en s'enfermant

(2) "17.- Les communistes ne peuvent ni ne doivent au nom de principes abstraits anarcho-syndicalistes abandonner leur droit à organiser des "noyaux" au sein des syndicats, quelle que puisse être l'orientation de ces derniers. Ce droit, personne ne peut le leur enlever. Il va de soit que les communistes militant au sein des syndicats sauront coordonner leur action avec ceux d'entre les syndicats qui y ont pris acte de l'expérience de la guerre et de la révolution." ("Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical", 4ème Congrès de l'IC)

dans un formalisme de bon aloi au nom d'un réalisme qui n'existe que dans l'imagination débordante de nos maoïstes.

L'organisme devient ainsi organisation politique au programme monolithique et bloque toute possibilité d'élargissement de l'influence de l'organisation dans la lutte immédiate. Mais ceci n'est que la conséquence logique des buts que DR fixe au syndicalisme de classe, buts que nous avons analysés au début de cet article.

Le caractère même de l'organisme nous amène à poser deux questions: quels rapports le Parti entretient avec lui et quels sont ses relations avec les syndicats?

Pour la question du Parti, DR nous assure sans rire qu'il lui garantit une vie propre et ensuite lui assure de ne pas être une courroie de transmission du Parti. Le rôle du Parti dans toute cette confusion en est donc réduit à la tâche de pédagogue éclairé. Nous développerons d'ailleurs cette question du Parti dans un prochain article.

Comme l'organisme en question se situe entre un syndicat autonome par ses prétentions et une fraction politique dans le mouvement syndical, DR cherche à tisser les rapports entre lui et les syndicats. A la remorque des pompiers lorsque ceux-ci ne sont pas "réactionnaires", en opposition lorsqu'ils le sont, telle est la nature de ces rapports!

C'est frustré et de plus très abstrait.

Cette confusion entre les rôles respectifs des organismes prolétariens de défense immédiate et le Parti de classe est évidemment intimement liée à la fausse conception des rapports entre Parti et Classe. Pour DR, la question de la création du Parti communiste ne se pose qu'en parallèle avec le développement de la lutte de classe.

S'il est juste de considérer que le Parti doit profiter des luttes ouvrières pour se développer, il est totalement erroné d'attendre du développement de la lutte revendicative la naissance du Parti et de faire dépendre son influence d'un organisme intermédiaire dont les tâches relèvent à la fois de celui-ci et de l'organe parti. Les communistes travaillent dans des organismes de classe spontanés sans exclusive, cherchant à gagner en influence et en force.

Les communistes n'ont qu'une seule tâche: développer le Parti, en relation avec la lutte de classe, les organismes intermédiaires n'étant que le terrain lui permettant de se renforcer et de gagner en influence dans l'intérêt même de la lutte de classe.

Toute autre vision du renforcement du Parti relève soit de l'utopie spontanéiste, soit de l'opportunisme, dans leurs visions erronées d'un Parti soumis doctrinairement aux masses.

● L'Espagne en ébullition

Le potentiel d'antagonismes est tel dans l'Etat espagnol, que toute étincelle provoque de puissantes décharges et crises sociales. La vague de violences qui s'est déclenchée en Andalousie dès l'automne dernier, avec les émeutes de Cadix, couve de façon chronique au Pays Basque. Ici, les affrontements avec les forces policières sont permanents: étant donné que les centrales syndicales ne donnent pas d'ordre de grève générale, les travailleurs se donnent rendez-vous après le travail pour se battre contre la police. Leur haine s'est retournée au mois d'avril contre les centrales syndicales elles-mêmes, lorsque celles-ci ont trahi les luttes dans la métallurgie: alors, ils ont voulu mettre à sac les sièges des Commissions Ouvrières et de l'UGT à Renteria, Eiber et Saint Sébastien.

Les aspects nationalistes qu'ont revêtus les derniers événements à Pampelune, Bilbao et Saint Sébastien, où les ouvriers ont dressé des barricades et paralysé la région lors de violents affrontements avec les troupes de choc de l'Etat sont des déformations mystifiées d'antagonismes de classes bien réels, comme cela s'est hélas souvent répété dans les luttes sociales qui ont secoué cette région au cours de ces dernières décennies. Naturellement, la bourgeoisie basque et les partis réformistes en ont profité pour réclamer démagogiquement à l'Etat central la « basquisation » de la police locale, afin de « dédramatiser » ainsi les rapports entre « la population » et l'appareil d'Etat. Eh bien, qu'ils le fassent! Le prolétariat basque comprendra peut être mieux alors que sa lutte ne trouve pas ses racines dans la question de la nationalité mais dans l'exploitation capitaliste et que cette lutte, il doit la mener, par-delà l'oppression particulière dont il est l'objet au Pays Basque, avec tous les prolétaires de l'Etat espagnol, bras dessous bras dessous avec le prolétariat international.

LAS TESIS CARACTERISTICAS DEL PARTIDO

seguidas de
LO QUE DISTINGUE A NUESTRO
PARTIDO

precio: 4 F

L'unique voie de l'émancipation du prolétariat est celle de l'insurrection, de la destruction de l'Etat bourgeois, et de la dictature

L'article ci-dessous est le second de la série dont nous avons commencé la publication dans le numéro 11 du "supplément au prolétaire" (tiré du prolétaire no 160). Il a été publié pour la première fois dans le numéro 16 de février 1921 de "Il Comunista", organe central du Parti Communiste d'Italie.

LE PROBLÈME DU POUVOIR

Le processus par lequel le mouvement politique prolétarien est venu s'aligner en Italie sur les positions de principe et de tactique du communisme, avec les épisodes connus qui l'ont caractérisé, pour arriver à la récente scission mino-

ritaire des communistes d'avec un parti qui adhérait déjà à la Troisième Internationale et déclarait dans sa grande majorité avoir accepté ses principes et ses méthodes, ce processus complexe a fourni l'occasion aux adversaires du communisme de

faire obstacle à la formation d'une véritable conscience révolutionnaire et de gêner la préparation révolutionnaire, grâce à leur habile tactique politique, mais aussi — et surtout — au moyen de la simple critique théorique tendant à battre en brèche les affirmations communistes trop légèrement formulées et défendues dans un premier temps. Comme nous l'avons déjà souvent dit, il est du devoir du Parti Communiste, qui continue aujourd'hui de façon organique l'œuvre importante des courants véritablement communistes qui étaient apparus dans le vieux parti, de rétablir avant tout les claires positions de principe qui distinguent nettement les communistes des autres écoles

socialistes traditionnelles, en créant cette incompatibilité et cette opposition de pensée et d'action qui ont partout dressé les partis communistes contre les restes des vieux partis de la Deuxième Internationale.

Au-dessus de cet abîme, qui apparaît aujourd'hui encore essentiellement sur le plan théorique, mais qui se transforme en opposition chaque jour plus violente et plus implacable dans l'action, c'est en vain qu'on aura tenté de jeter l'insidieuse passerelle unitaire, pont fragile et trompeur qui mènerait le prolétariat, s'il s'y engageait, vers la chute dans le gouffre de la contre-révolution.

Etat et classes sociales

Les conséquences de la guerre et les événements qui se sont produits dans les pays où elles ont provoqué les premières convulsions révolutionnaires, ont posé en toute clarté le problème de l'émancipation de la classe prolétarienne, en confirmant entièrement la solution géniale qu'en donne le marxisme et en provoquant une violente polémique qui est partout le prélude à une lutte sans merci, allant même jusqu'à la lutte armée, entre les partisans de cette méthode révolutionnaire devenue le patrimoine de l'Internationale Communiste, et les vieux socialistes restés sur le terrain des déformations réformistes de la théorie marxiste.

Ces deux méthodes s'opposent totalement quand il s'agit de considérer le problème du pouvoir dans les rapports entre les classes, dans le développement qui doit conduire de la domination actuelle de la classe bourgeoise à la victoire définitive du prolétariat.

Les sociaux-démocrates, qui prétendent constituer une branche du

marxisme, montrent qu'ils acceptent quelques-unes de ses positions fondamentales quand ils s'affirment socialistes et expliquent que pour avoir droit à cet adjectif il suffit d'accepter le critère de la collectivisation économique et celui de la nécessité, pour arriver à cette collectivisation, de la prise par le prolétariat du pouvoir politique aujourd'hui détenu par la classe capitaliste. A partir de là, selon eux, il existerait une divergence secondaire d'écoles et de tendances. Il est au contraire extrêmement important de montrer que c'est de ces positions sur des problèmes qui semblent logiquement être seconds, c'est-à-dire sur la façon précise et concrète de considérer le passage du pouvoir politique de la bourgeoisie au prolétariat, que découlent les profonds désaccords révélant l'opposition de principe entre ceux qui suivent sans hésitation la pensée marxiste jusqu'à ses ultimes conséquences, et ceux qui la torquent au point d'en tirer des conclusions qui trahissent une mentalité parfaitement anti-révolutionnaire et bourgeoise, prélude à une alliance de fait avec la bourgeoisie quand le communisme passe du domaine de la critique à celui de la préparation et de l'action décisive.

Etat bourgeois et Etat prolétarien

Il est clair que l'Etat bourgeois est le protecteur des intérêts et des privilèges capitalistes, et que l'Etat prolétarien de demain devra être au contraire l'artisan de la démolition des privilèges économiques du capitalisme et le constructeur de l'économie collective, c'est-à-dire des bases d'une société sans division de classes et sans Etat. Mais une fois que l'on a obtenu l'adhésion formelle à ces thèses théoriques du marxisme, auxquelles se rattachait dans son discours de Livourne Turati lui-même, il faut se demander et demander quels sont les caractères de l'Etat prolétarien qui le distinguent de l'Etat bourgeois, pour pouvoir résoudre le problème concret des aspects de la crise qui conduira de celui-ci à celui-là, problème dont dépendent les conclusions vitales d'ordre tactique qui doivent guider l'action révolutionnaire.

Sur ce point, l'Internationale Communiste, forte d'expériences décisives et de confirmations de l'histoire vivante, énonce des thèses

qui, conformément au travail incomparable de Lénine fondant sa puissante critique de l'Etat dans la transformation révolutionnaire, proposent de façon lumineuse la position de Marx et d'Engels sur cette question. L'Etat prolétarien ne devra pas conserver le système actuel de représentation électorale de l'Etat bourgeois, et encore moins sa machine exécutive bureaucratique, juridique, policière et militaire. Cela — disons-le tout de suite — ne signifie pas que l'Etat prolétarien n'aura ni représentants élus ni mécanisme d'exécution avec des fonctionnaires, des tribunaux, une police, une armée ; cela signifie que ce nouvel appareil sera entièrement différent de l'appareil actuel, ne serait-ce que parce qu'il n'aura pas besoin de la différence existant dans l'Etat bourgeois entre organes représentatifs et organes exécutifs, mais surtout à cause des différences fondamentales de structure découlant de l'opposition entre les tâches historiques à accomplir, qui ont été mises en lumière par les révolutions prolétariennes, de la glorieuse tentative de la Commune de Paris à la victoire de la République russe des Soviets.

Les institutions de l'Etat prolétarien

Les « socialistes » qui ne comprennent pas que les institutions représentatives de l'Etat bourgeois (Parlement, conseils généraux et municipaux) ne peuvent pas être les organes représentatifs d'un Etat prolétarien, ne saisissent pas l'essence du marxisme, à savoir la critique de la démocratie. Ils ne comprennent pas que le principe fondamental de la démocratie, qui consiste à donner un droit politique électoral égal à tous les citoyens de toutes les classes, est né avec la bourgeoisie et doit mourir avec elle, car son fonctionnement est pour la classe capitaliste la garantie que le pouvoir reste entre ses mains. Nous ne reprendrons pas les arguments théoriques de cette démonstration ; nous rappellerons seulement que dans la période de convulsions actuelle, au cours de laquelle sont apparus des gouvernements de toute sorte, non seulement il n'y a pas un seul exemple de gouvernement socialiste à base démocratique parlementaire qui remplisse la fonction de destruction des privilèges bourgeois, mais les gouvernements de cette nature qui existent dans certains pays sont les complices les

Quaderni del programma comunista

AU SOMMAIRE DU N° 3

IL PROLETARIATO E LA GUERRA

Commandes à « Il programma Comunista », Casella Postale 962 - Milano (Italia). Prix : 8 F.

plus féroces de cette bourgeoisie à l'intérieur et à l'extérieur, et exercent la pire répression anti-révolutionnaire.

Précisément parce qu'il ne tend pas à conserver de façon stable les rapports d'oppression et d'exploitation d'une classe sur une autre, mais à faire peser sur la bourgeoisie la volonté organisée du prolétariat dans le but de la supprimer le plus rapidement possible et de donner naissance à la société sans classe, l'Etat prolétarien doit refuser dès le début tout droit et toute activité politique à cette bourgeoisie dont il ne peut supprimer instantanément les fonctions économiques.

L'histoire a démontré que la seule forme possible de pouvoir prolétarien est celle qui a comme organes de représentation non pas les parlements et autres institutions démocratiques, mais des conseils élus uniquement par les membres de la classe prolétarienne. Or, on n'arrive pas à une telle forme de pouvoir, à la dictature prolétarienne, au moyen de la démocratie, mais par la destruction de la démocratie.

La différence entre communistes et sociaux-démocrates saute ici aux yeux puisque ces derniers pensent aller au pouvoir dans le parlement et par le parlement. Cette opposition est très étroitement liée à la façon de considérer l'exécutif de l'Etat bourgeois.

En effet, tout changement parlementaire du pouvoir, même accompagné de la modification extérieure de certaines formes constitutionnelles, se limiterait à changer les ministres, c'est-à-dire ceux qui au fond influent le moins sur la routine du fonctionnement de l'appareil d'Etat. Alors que les communistes se proposent de constituer une nouvelle machine de pouvoir dont les fonctions sont inversées par rapport à l'appareil d'Etat bourgeois, les sociaux-démocrates présentent au prolétariat la possibilité de prendre la machine actuelle au moyen d'un processus parlementaire, c'est-à-dire

pacifique et respectueux de la légalité, et de s'en servir dans le but

révolutionnaire de l'expropriation de la bourgeoisie.

La conquête prolétarienne du pouvoir

Il y a donc deux conceptions diamétralement opposées de la prise du pouvoir par le prolétariat. Même les D'Aragona et les Baldesi disent qu'ils sont pour la prise du pouvoir et qu'ils ont abandonné la vieille thèse réformiste consistant à accepter une partie du pouvoir sous la forme de certains représentants socialistes dans un ministère bourgeois. Les communistes unitaires, qui voient là une acceptation des thèses communistes, apportent la preuve qu'eux non plus ne se situent pas sur le véritable terrain du communisme. Le problème en effet n'est pas de proposer formellement d'aller au pouvoir mais de reconnaître ou non la thèse communiste fondamentale selon laquelle le pouvoir de l'Etat reste en fait dans les mains de la bourgeoisie tant qu'on n'a pas démolis les institutions parlementaires et l'appareil exécutif de l'Etat actuel. Puisqu'il est évident qu'une majorité parlementaire et un ministère socialistes ne pourront jamais supprimer le Parlement grâce auquel ils auront accédé à la direction de l'Etat; puisqu'il est clair qu'ils ne pourront pas donner à l'appareil d'Etat bourgeois une direction et une fonction différentes de celles qu'il a par nature, et encore moins de le détruire puisque c'est précisément lui qui constitue la force organisée de cet Etat qui devrait être à leur disposition pour la réalisation de leurs buts, cette politique conduirait à une illusion, dont on verrait encore une fois les conséquences pour le prolétariat. Entre ce programme et le programme communiste, l'opposition est telle qu'il n'y a aucune possibilité de conciliation. Les communistes sont convaincus que le prolétariat devra constituer ses propres organes de gouvernement s'il ne veut pas retomber sous la domination bourgeoise, et que sur son chemin il se heurtera à l'appareil des forces organisées et armées de l'Etat bourgeois, dont la finalité n'est pas de défendre une légalité conventionnelle — dont on prétend qu'elle pourrait tout aussi bien donner raison aujourd'hui à la conservation bourgeoise et demain à la révolution prolétarienne — mais de protéger très précisément le régime capitaliste même par la force et par le massacre. Aussi les communistes disent-ils au

prolétariat que sur la voie de son émancipation il y a la nécessité de la lutte armée contre l'appareil d'Etat bourgeois, que la prise du pouvoir par la classe laborieuse n'est réelle que quand sont détruits les parlements, la bureaucratie, la police, l'armée de la bourgeoisie, et donc que la lutte doit être menée en mettant bien en évidence que la force armée sera le moyen indispensable pour triompher. Il est donc nécessaire de préparer idéologiquement le prolétariat à l'emploi de cette force armée, en détruisant les préjugés bourgeois sur le triomphe du prolétariat par la voie légale si cher aux social-démocrates, en organisant matériellement l'action prolétarienne violente qui éclate spontanément dans la période actuelle, et non en la condamnant et en la déplorant comme font à chaque instant les sociaux-démocrates et les semi sociaux-démocrates.

La différence est donc très claire, et toute confusion entre les deux méthodes est impossible en dépit de tous les efforts du centrisme italien, qui feint d'être la gauche du parti socialiste alors qu'il est plus dangereux pour la cause révolutionnaire que la droite de ce même parti.

Aller au pouvoir, prendre le pouvoir, conquérir le pouvoir politique; mais comment? Non pas au moyen du parlementarisme, non pas avec des actions pacifiques qui peuvent seulement conduire à un changement d'étiquette de l'appareil d'Etat bourgeois actuel, mais en se fixant comme but la destruction du système de représentation démocratique et de l'appareil de domination actuel, avec le seul moyen adapté à ce but, c'est-à-dire l'action violente révolutionnaire des masses. Seuls sont communistes, seuls sont avec l'Internationale de Moscou, ceux qui revendiquent ce programme et travaillent pour lui dans les faits. Les autres, qu'il s'agisse de « gauchistes » ou de droitiers, ne sont que les complices et les serviteurs de la classe dominante.

(Série à suivre.)

Permanence du Parti

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h.
32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE :
Editions Programme,
32, rue Pré-du-Marché
1004 Lausanne

éd. resp. F. Gambini
20, rue Jean Bouton
Paris